

## **Ordonnance relative aux mesures cantonales pour freiner la propagation du coronavirus**

*du 10.11.2020 (version entrée en vigueur le 01.03.2021)*

---

### *Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur les épidémies (LEp);

Vu l'ordonnance fédérale du 19 juin 2020 sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière (Ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière);

Vu les articles 123a et suivants de la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan);

Vu l'article 10 de la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop);

Vu l'ordonnance du 28 octobre 2020 déclarant la situation extraordinaire à l'échelon cantonal;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2020 relatif à la mise en place de l'Organe cantonal de conduite 2 COVID-19 (OCC 2 COVID-19);

#### Considérant:

Lors de sa séance extraordinaire du 28 octobre 2020, le Conseil fédéral a fixé de nouvelles mesures pour freiner la propagation du coronavirus.

La Suisse se trouvant en situation particulière au sens de la loi sur les épidémies, les cantons peuvent au surplus prendre des mesures cantonales si le nombre de cas sur leur territoire augmente ou menace d'augmenter.

Compte tenu de la détérioration de la situation sanitaire dans le canton de Fribourg, le Conseil d'Etat a adopté, le 3 novembre 2020, des mesures complémentaires par voie d'arrêté, qu'il convient de transposer dans une ordonnance.

Sur la proposition de la Direction de la sécurité et de la justice et de la Direction de la santé et des affaires sociales,

#### *Arrête:*

**Art. 1** Objet et but

<sup>1</sup> La présente ordonnance détermine des mesures visant la population, les organisations, les institutions et les communes dans le but de lutter contre l'épidémie de COVID-19.

<sup>2</sup> Les mesures visent à:

- a) diminuer le nombre de nouvelles contaminations de coronavirus (COVID-19);
- b) protéger la population la plus à risque;
- c) prévenir un engorgement du système sanitaire et hospitalier;
- d) prévenir la propagation du coronavirus (COVID-19) et interrompre les chaînes de transmission.

**Art. 2** Rassemblements et manifestations

<sup>1</sup> ...

1a ...

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> Les événements et manifestations autorisés en vertu de l'article 6 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière doivent avoir un plan de protection, agréé par le préfet, qui prévoit notamment le port du masque facial et la distance interpersonnelle en permanence entre les participants et participantes ainsi que la désinfection obligatoire des mains. L'organisateur doit garantir l'élaboration et la mise en œuvre du plan de protection et peut prévoir de collecter de manière électronique les coordonnées des participants et participantes, les conserver durant quatorze jours, puis les détruire.

<sup>3a</sup> Les manifestations visant la libre formation de l'opinion politique visées par l'article 6 al. 1 let. b de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière, organisées à l'extérieur, y compris au moyen de stands d'information et de campagne, sont limitées à 20 personnes.

<sup>4</sup> Dans des cas exceptionnels, une dérogation à l'interdiction des manifestations prévues par le droit fédéral peut être accordée par le préfet, en coordination avec le Service du médecin cantonal et la Police cantonale, notamment en cas d'impossibilité absolue de report et de réunion en non-présentiel et à la condition que la manifestation réponde à un intérêt prépondérant.

<sup>5</sup> Le comité d'une association de communes peut, par décision notifiée par écrit ou sous forme électronique au plus tard quatre jours avant l'assemblée de délégué-e-s, quel que soit le nombre prévu de participants et participantes, sans respecter le délai de convocation et à la condition que l'objet s'y prête, imposer aux délégué-e-s d'exercer leurs droits exclusivement:

- a) par écrit ou sous forme électronique, ou

b) par l'intermédiaire d'un ou d'une délégué-e unique assurant la représentation des voix de la commune.

<sup>6</sup> Lorsque, sur l'espace public et dans une situation de forte affluence, les mesures de prévention ne sont pas respectées, les communes peuvent définir des zones de forte affluence au sens de l'article 3c al. 2 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière, dans lesquelles le port du masque facial est obligatoire en vertu de cette disposition. Elles fixent le périmètre ainsi que les horaires auxquels cette obligation s'applique, en coordination avec la Police cantonale. Les zones concernées ainsi que l'obligation du port du masque facial sont dûment signalées.

**Art. 2a** ...

**Art. 3** ...

**Art. 3a** Etablissements publics

<sup>1</sup> L'exploitation de tous les établissements publics est interdite, sous réserve des exceptions prévues par l'article 5a al. 2 et 3 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière.

<sup>2</sup> Dans les établissements publics (restaurants et bars) réservés à la clientèle des hôtels au sens de l'article 5a al. 2 let. d de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière, seules les personnes séjournant dans la même chambre peuvent s'asseoir à la même table. Les établissements publics concernés ne peuvent accueillir qu'une clientèle assise à table, limitent le nombre de places par table à 4 personnes et respectent la distance de 1,5 m entre chaque table ou installent d'autres mesures de protection efficaces (p. ex. séparations adéquates). Un plan de protection au sens de l'article 4 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière est obligatoire.

<sup>3</sup> Les responsables d'établissements publics (restaurants et bars) autorisés au sens de l'article 5a al. 2 let. b, c et d de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière assurent une traçabilité individuelle des personnes présentes. Ils utilisent à cet effet un système de traçage simple et sécurisé enregistrant par voie électronique, en plus des données prévues par le droit fédéral, l'heure d'entrée et l'heure de sortie de chaque personne par un point de passage unique et contrôlé. Une solution alternative est proposée pour les personnes ne disposant pas des moyens techniques permettant ce type de traçage.

<sup>4</sup> Les cantines d'entreprises, des cycles d'orientation et des établissements du secondaire II sont soumises aux règles des alinéas 2 et 3.

<sup>5</sup> Les modalités de la mise en œuvre de la collecte des données peuvent être précisées par voie d'ordonnance de la Direction de la santé et des affaires sociales ou de la Direction de la sécurité et de la justice, conformément à l'article 5 al. 2 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration.

**Art. 3b** ...

**Art. 3c** Prostitution

<sup>1</sup> L'exercice de la prostitution et d'activités assimilées est autorisé, dans les limites des heures d'ouverture autorisées selon l'article 5f de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière.

**Art. 4** Etablissements de soins

<sup>1</sup> Les visites dans les établissements de soins sont strictement limitées et encadrées. Les hôpitaux et les maisons de naissance se conforment aux directives de la cellule de coordination hospitalière validées par le Service du médecin cantonal. Les autres établissements, et notamment les établissements médico-sociaux, se conforment aux directives du médecin cantonal. En présence de résidents ou résidentes testés positifs, les établissements médico-sociaux peuvent être interdits aux visites sur avis du médecin cantonal.

**Art. 5** Structures d'accueil extrafamilial de jour

<sup>1</sup> Les structures d'accueil extrafamilial de jour restent ouvertes, moyennant un plan de protection.

**Art. 6** Enseignement – Dispositions générales (pour tous les degrés d'enseignement)

<sup>1</sup> Le port d'un masque facial est obligatoire pour tous les étudiants et étudiantes ainsi que pour tous les élèves dès le niveau du cycle d'orientation sur tout le périmètre de l'établissement de formation, y compris pendant les pauses, ainsi que lors des déplacements entre l'arrêt de transport public et l'établissement de formation lorsque la distance interpersonnelle ne peut pas être respectée. La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport peut décider du port obligatoire d'un masque facial pour les élèves de l'école primaire si la situation sanitaire le justifie.

<sup>2</sup> L'ensemble du personnel (enseignant, pédago-thérapeutique, administratif, technique et d'intendance) ou toute autre personne intervenant ponctuellement dans l'établissement de formation doit porter un masque facial et respecter les règles en matière de distance interpersonnelle dans la mesure du possible, sur tout le périmètre de l'établissement de formation, y compris pendant les pauses.

<sup>3</sup> Les mesures de protection spécifiques de chaque degré voire filière d'enseignement sont fixées par des concepts de protection élaborés et adoptés par la Direction compétente, après consultation du bureau de l'Organe cantonal de conduite (OCC). Les procédures à suivre en cas de suspicion ou de constatation de cas de maladie figurent également dans ces concepts.

<sup>4</sup> Les voyages à l'étranger, autres que les voyages individuels d'échange, sont interdits jusqu'à la fin de l'année scolaire 2020/21. Les stages professionnels individuels à l'étranger peuvent être maintenus.

**Art. 7** Enseignement – Scolarité obligatoire et enseignement secondaire supérieur (S2 et formation professionnelle, y compris cours inter-entreprises)

<sup>1</sup> L'enseignement présentiel est maintenu, moyennant un plan de protection, au sens de l'article 4 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière.

<sup>2</sup> Sur la proposition des autorités sanitaires, les Directions compétentes peuvent organiser l'enseignement sous une autre forme, notamment en divisant les classes ou en dispensant l'enseignement partiellement ou totalement à distance.

<sup>3</sup> Les camps scolaires et voyages d'études, ainsi que d'autres activités similaires comprenant une nuitée, sont interdits jusqu'au terme de l'année scolaire 2020/21.

<sup>4</sup> Les mesures de protection applicables à l'enseignement de l'éducation physique et du sport sont publiées sur le site Internet du Service du sport.

<sup>5</sup> Dans les transports scolaires organisés par les communes, le port du masque facial est obligatoire dès 12 ans. Selon les circonstances, les communes peuvent rendre le port du masque facial obligatoire pour des élèves plus jeunes.

**Art. 8** Enseignement – Tertiaire

<sup>1</sup> L'enseignement de niveau tertiaire s'effectue conformément aux modalités fixées à l'article 6d de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière.

**Art. 9** Enseignement – Au sein du Conservatoire

<sup>1</sup> Le port du masque facial est obligatoire pour l'ensemble du personnel (enseignant, administratif, technique et d'intendance) et les élèves dès 12 ans sur tout le périmètre du Conservatoire, sauf cas particuliers.

**Art. 10** Enseignement – Fourniture et prise en charge des masques faciaux

<sup>1</sup> Les élèves, ou leurs parents, ainsi que les étudiants et étudiantes se procurent les masques faciaux, qui sont des effets personnels, à leurs propres frais.

<sup>2</sup> Sont réservées certaines situations d'enseignement spécifique (p. ex. au sein de la Haute Ecole de santé ou pour des travaux en laboratoire ou en atelier) pour lesquelles les masques faciaux ou tout autre matériel de protection sont fournis par l'école.

<sup>3</sup> Les masques faciaux sont fournis gratuitement au personnel (enseignant, péda-go-thérapeutique, administratif, technique et d'intendance).

<sup>4</sup> Les Directions concernées ou le Service de la formation professionnelle sont responsables de la commande des masques faciaux et, le cas échéant, de tout autre matériel de protection pour le personnel ainsi que pour les situa-tions d'enseignement spécifiques au sens de l'alinéa 2 auprès du fournisseur désigné pour elles. En cas de montant insuffisant à leur budget, elles transmettent à leur Direction une demande de crédit complémentaire, conformément à la législation sur les finances de l'Etat.

**Art. 11** Autres formations et cours

<sup>1</sup> Conformément à l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière, l'enseignement en présentiel est interdit pour les personnes nées en 2000 ou avant, y compris dans le domaine des loisirs. L'enseignement peut être donné à distance.

<sup>2</sup> En cas d'impossibilité d'assurer un enseignement à distance et si les activités didactiques sont indispensables à la filière de formation certifiante et considérées comme essentielles (sécurité et secours, santé, social et intégration), l'en-seignement peut se dérouler en présentiel avec 30 participants et participantes au maximum et moyennant le port du masque facial et le respect de la distance interpersonnelle.

<sup>3</sup> Les leçons particulières et individuelles demeurent autorisées.

<sup>4</sup> Des dérogations peuvent être octroyées en application de l'article 7 de l'or-donnance fédérale COVID-19 situation particulière.

**Art. 12** ...

**Art. 13** ...**Art. 13a** Dérogations

<sup>1</sup> Les allègements visés par l'article 7 de l'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière sont décidés par la Direction de la sécurité et de la justice, sur le préavis du bureau de l'Organe cantonal de conduite et des Directions concernées.

<sup>2</sup> Lorsque des intérêts prépondérants l'exigent, des dérogations aux mesures prévues par la présente ordonnance peuvent être octroyées par la Direction de la sécurité et de la justice, sur le préavis du bureau de l'Organe cantonal de conduite et des Directions concernées.

**Art. 14** Durée de validité

<sup>1</sup> Les présentes mesures portent effet jusqu'au 31 mars 2021. En fonction de la situation sanitaire, elles peuvent être adaptées ou leur durée de validité, prolongée. Sont réservées les éventuelles mesures ultérieures prévues par le droit fédéral.

<sup>2</sup> Elles remplacent les mesures consignées dans l'arrêté du 3 novembre 2020, publié dans la Feuille officielle du 6 novembre 2020, concernant les mesures cantonales pour freiner la propagation du coronavirus.

**Tableau des modifications – Par date d'adoption**

Adoption	Elément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
10.11.2020	Acte	acte de base	10.11.2020	2020_145
24.11.2020	Art. 4 al. 1	modifié	01.12.2020	2020_160
24.11.2020	Art. 13a	introduit	01.12.2020	2020_160
24.11.2020	Art. 14 al. 1	modifié	01.12.2020	2020_160
04.12.2020	Art. 1 al. 2, a)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 2 al. 1	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 2 al. 2, a)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 2 al. 2, b)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 2 al. 2, c)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 2 al. 2, g)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3	abrogé	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3a	introduit	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3b	introduit	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3b al. 1, k)	introduit	19.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3b al. 1, l)	introduit	19.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 3b al. 1, m)	introduit	19.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 4 al. 1	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 12 al. 4	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 13 al. 2, b)	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 13 al. 4	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 13 al. 5	introduit	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 13a al. 1	modifié	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 13a al. 2	introduit	10.12.2020	2020_173
04.12.2020	Art. 14 al. 1	modifié	10.12.2020	2020_173
14.12.2020	Art. 2 al. 1	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 2 al. 1a	introduit	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 2 al. 2, c)	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 2a	introduit	12.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3a al. 2	modifié	12.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, j)	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, k)	abrogé	19.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, l)	abrogé	19.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, m)	abrogé	19.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, k1)	introduit	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, n)	introduit	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, o)	introduit	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 1, p)	introduit	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 2	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 3	abrogé	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 3b al. 4	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 12 al. 1	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 12 al. 2	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 12 al. 3, a)	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 13 al. 1	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 13 al. 2, a), 1.	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 13 al. 2, a), 2.	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 13 al. 2, b)	modifié	18.12.2020	2020_180
14.12.2020	Art. 13 al. 2a	introduit	18.12.2020	2020_180
22.12.2020	Art. 2 al. 2, a)	modifié	27.12.2020	2020_186



Adoption	Élément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
22.12.2020	Art. 2a	abrogé	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3a al. 1	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3a al. 2	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3a al. 3	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, a)	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, d)	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, g)	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, j)	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, n)	abrogé	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, o)	abrogé	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1, p)	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 1a	introduit	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 3b al. 2	modifié	27.12.2020	2020_186
22.12.2020	Art. 14 al. 1	modifié	27.12.2020	2020_186
06.01.2021	Art. 3a al. 4	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 1, g)	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 1, j)	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 1, k1)	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 1, p)	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 1a	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 2	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 3b al. 4	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 11 al. 1	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 2	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 3	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 3, a)	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 3, b)	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 4	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 5	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 6	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 7	modifié	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 12 al. 8	abrogé	09.01.2021	2021_001
06.01.2021	Art. 14 al. 1	modifié	09.01.2021	2021_001
19.01.2021	Art. 2 al. 1	abrogé	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 2 al. 1a	abrogé	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 2 al. 2	abrogé	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 2 al. 3	modifié	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 2 al. 3a	introduit	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 2 al. 4	modifié	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 3b	abrogé	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 3c	introduit	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 12 al. 1	modifié	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 13 al. 1	modifié	19.01.2021	2021_006
19.01.2021	Art. 14 al. 1	modifié	19.01.2021	2021_006
08.02.2021	Art. 6 al. 1	modifié	22.02.2021	2021_014
08.02.2021	Art. 7 al. 3	modifié	22.02.2021	2021_014
02.03.2021	Art. 11 al. 1	modifié	01.03.2021	2021_028
02.03.2021	Art. 12	abrogé	01.03.2021	2021_028
02.03.2021	Art. 13	abrogé	01.03.2021	2021_028
02.03.2021	Art. 14 al. 1	modifié	01.03.2021	2021_028

## Tableau des modifications – Par article

Élément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Acte	acte de base	10.11.2020	10.11.2020	2020_145
Art. 1 al. 2, a)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 1	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 1	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 2 al. 1	abrogé	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2 al. 1a	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 2 al. 1a	abrogé	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2 al. 2	abrogé	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2 al. 2, a)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 2, a)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 2 al. 2, b)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 2, c)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 2, c)	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 2 al. 2, g)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 2 al. 3	modifié	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2 al. 3a	introduit	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2 al. 4	modifié	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 2a	introduit	14.12.2020	12.12.2020	2020_180
Art. 2a	abrogé	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3	abrogé	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 3a	introduit	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 3a al. 1	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3a al. 2	modifié	14.12.2020	12.12.2020	2020_180
Art. 3a al. 2	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3a al. 3	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3a al. 4	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b	introduit	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 3b	abrogé	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 3b al. 1, a)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, d)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, g)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, g)	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 1, j)	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, j)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, j)	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 1, k)	introduit	04.12.2020	19.12.2020	2020_173
Art. 3b al. 1, k)	abrogé	14.12.2020	19.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, l)	introduit	04.12.2020	19.12.2020	2020_173
Art. 3b al. 1, l)	abrogé	14.12.2020	19.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, m)	introduit	04.12.2020	19.12.2020	2020_173
Art. 3b al. 1, m)	abrogé	14.12.2020	19.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, k1)	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, k1)	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 1, n)	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, n)	abrogé	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, o)	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, o)	abrogé	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1, p)	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 1, p)	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186

Élément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Art. 3b al. 1, p)	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 1a	introduit	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 1a	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 2	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 2	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 3b al. 2	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3b al. 3	abrogé	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 4	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 3b al. 4	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 3c	introduit	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 4 al. 1	modifié	24.11.2020	01.12.2020	2020_160
Art. 4 al. 1	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 6 al. 1	modifié	08.02.2021	22.02.2021	2021_014
Art. 7 al. 3	modifié	08.02.2021	22.02.2021	2021_014
Art. 11 al. 1	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 11 al. 1	modifié	02.03.2021	01.03.2021	2021_028
Art. 12	abrogé	02.03.2021	01.03.2021	2021_028
Art. 12 al. 1	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 12 al. 1	modifié	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 12 al. 2	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 12 al. 2	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 3	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 3, a)	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 12 al. 3, a)	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 3, b)	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 4	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 12 al. 4	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 5	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 6	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 7	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 12 al. 8	abrogé	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 13	abrogé	02.03.2021	01.03.2021	2021_028
Art. 13 al. 1	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 13 al. 1	modifié	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 13 al. 2, a), 1.	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 13 al. 2, a), 2.	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 13 al. 2, b)	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 13 al. 2, b)	modifié	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 13 al. 2a	introduit	14.12.2020	18.12.2020	2020_180
Art. 13 al. 4	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 13 al. 5	introduit	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 13a	introduit	24.11.2020	01.12.2020	2020_160
Art. 13a al. 1	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 13a al. 2	introduit	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 14 al. 1	modifié	24.11.2020	01.12.2020	2020_160
Art. 14 al. 1	modifié	04.12.2020	10.12.2020	2020_173
Art. 14 al. 1	modifié	22.12.2020	27.12.2020	2020_186
Art. 14 al. 1	modifié	06.01.2021	09.01.2021	2021_001
Art. 14 al. 1	modifié	19.01.2021	19.01.2021	2021_006
Art. 14 al. 1	modifié	02.03.2021	01.03.2021	2021_028